

M. Steven W. Langdon, NPD (Essex—Windsor)

«Il faut chercher à affirmer notre souveraineté sans que Washington inscrive pour nous dans un accord sur le libre-échange ce qu'il nous est possible ou interdit de faire.»

À en juger par maints et maints rapports, les propos que le premier ministre nous a tenus ce matin correspondent, non pas comme ils le devraient à la réalité, mais à des vœux.

Voilà en fait ce que les études nous ont démontré et voilà en fait ce que le premier ministre devrait savoir quand il s'adresse à la Chambre et au pays.

Il a également parlé ce matin de la résolution qui a été adoptée à l'occasion du congrès que le Nouveau parti démocratique tenait en fin de semaine dernière. Là aussi il s'est montré sélectif. Il a choisi le point auquel il voulait s'en prendre sans dire clairement aux Canadiens que cette résolution renfermait une stratégie commerciale très vaste et détaillée qui nous mènerait dans une autre voie nous permettant de donner de l'expansion à nos échanges avec le monde entier, y compris les États-Unis, sans que nous ayons à capituler comme va clairement nous forcer à le faire l'initiative commerciale dont nous discutons.

Je pourrais parler de certaines de ces autres possibilités. Je pourrais parler, par exemple, du soutien que le gouvernement n'a pas daigné donner

aux petites et moyennes entreprises dans le secteur des exportations par le truchement de la SDE comme il aurait dû le faire. Je pourrais parler de la nécessité de travailler à stimuler la production et à remplacer les importations dans les secteurs de haute technologie au Canada grâce à la planification avec les entreprises et avec les syndicats. Je pourrais parler d'un élargissement de l'approche qui a été adoptée avec l'Accord sur l'automobile et sa règle des 60 p. 100 de contenu canadien qui nous permettrait de créer des milliers d'emplois partout au Canada. Je pourrais rappeler également des réalités qui réfutent les mythes répandus au sujet du GATT aussi bien par la ministre du Commerce extérieur que par le premier ministre.

La réalité, c'est que le GATT s'efforce de toute urgence de résoudre les problèmes que nous créent les États-Unis, c'est-à-dire les problèmes que nous avons connus concernant le bois-d'œuvre et le poisson, et ceux que nous éprouvons en Ontario concernant le porc. Voilà une solution que nous pourrions adopter et qui nous donnerait des moyens d'action rapides pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés.